



Texte intégral du Forum Challenges

Mercredi 28 novembre 2007, disponible sur <http://www.challenges.fr/forums>

Question 1 – La réforme des retraites était planifiée par le président face aux grèves et à l'esprit fermé des fonctionnaires, connaîtra t-on ce que le gouvernement va lâcher à ces individus... A quand un syndicat des travailleurs privés barrant les rues à ces fonctionnaires trop privilégiés ?

Réponse – Je vous laisse, bien entendu, la responsabilité de vos jugements sur les acteurs du récent mouvement social... Et quant à savoir ce que le gouvernement « lâchera » dans la négociation, je n'en sais pas plus que ce que les médias en disent. Ce qui est certain en revanche, c'est que la réforme des régimes spéciaux était en effet dans le programme du candidat Sarkozy, qu'il en a souvent parlé pendant sa campagne, et que de ce point de vue, si j'ose dire, chacun savait à quoi s'attendre.

Question 2 – Je pense que Sarkozy n'oubliera rien sur la route, que toutes les lois qui a promises, il les fera ! Pensez-vous vraiment qu'il tiendra sur la longueur ? Car 5 ans, c'est long pour un président...

Réponse – Disons qu'il est vrai que l'ampleur et le nombre des chantiers ouverts impressionnent. Nicolas Sarkozy va vite (dans notre Baromètre de ses promesses, deux fois plus de chantiers « en cour » et que de promesses déjà « réalisées ») et il va fort (Notre Baromètre a classé les promesses en 24 catégories thématiques : des choses ont été lancées dans 23 d'entre elles). Sur ce point, notre Baromètre sanctionne un activisme évident et une omniprésence certaine.

La grande question est celle de la « qualité » de la réforme réalisée... et là on peut être plus circonspect. Sur un certain nombre de chantiers symboliques, clairement, la réforme réalisée va moins loin que la promesse de campagne. Je vous renvoie au site de notre baromètre pour voir cela en détail (<http://www.institut-thomas-more.org/barometre-sarkozy>, 4e et 5e point de l'onglet « Analyse »). Quant à savoir « s'il tiendra sur la longueur », la question sera de savoir s'il part pour une offensive réformatrice tout azimut et s'il sera capable de la faire « avaler » au pays. La question des banlieues peut également être dangereuse.

Mais quant à lui personnellement, croyez bien qu'à mon sens il est tout à fait prêt à « tenir » : ce rythme effréné est sa norme !! C'est un hyperactif !! Il se murmure que ses collaborateurs et les journalistes accrédités à l'Elysée sont sur les rotules après 6 mois, mais pas lui...

Question 3 – Je trouve que le président a appliqué un certain nombre de ses propositions, des plus faciles aux plus difficiles. Nous avons besoin d'un peu de recul pour mesurer l'efficacité de celles-ci. Concernant le sujet des réductions d'impôts pour la première acquisition de son logement avant la date de son élection, j'ai le sentiment qu'il ne s'est pas vraiment accroché à sa promesse ?

Réponse – Je l'ai dit auparavant : oui, il a d'ores et déjà lancé beaucoup d'initiatives et ouvert beaucoup de chantiers (ce qui d'ailleurs donne parfois une impression un peu brouillonne : on peine à voir quelles sont ses priorités). Parmi ces réformes, bien sûr, certaines, si elles doivent porter des fruits, ne le feront qu'à une certaine échéance (de ce point de vue-là, nous republions notre Baromètre pour les 1 ans de sa présidence, le 6 mai 2008, et nous tâcherons de donner une évaluation quantitative et qualitative vraiment complète des politiques conduites). Mais ce que l'on peut dire, et d'autant qu'il avait dit qu'il voulait aller vite parce qu'il y

avait « urgence à agir », c'est que le « choc de confiance » sensé avoir lieu avec le premier train de réformes de cet été n'a pas eu lieu...

En ce qui concerne la deuxième partie de votre question, il ne s'agit pas tout à fait de réduction d'impôt pour les premières acquisitions de logement mais pour la construction ou l'achat d'un bien immobilier ayant valeur dès son acquisition de résidence principale. Et plus exactement, la loi institue un crédit d'impôt au titre des intérêts d'emprunt contractés (auprès d'établissements financiers, les prêts familiaux ne rentrent pas dans la loi) pour l'acquisition ou la construction d'un logement affecté à l'habitation principale. Pour plus de précision, reportez-vous à la loi dite TEPA publiée au JO du 22 août 2007. Néanmoins, il est vrai que Nicolas Sarkozy avait annoncé dans un entretien du 29 mars 2007 à « l'Express », je cite : « la possibilité de déduire les intérêts des d'emprunts contractés pour l'achat de son appartement. Cette mesure s'appliquera dès la promulgation de la loi - probablement à partir de juillet - sur les intérêts à courir des emprunts déjà contractés et sur ceux des nouveaux emprunts ». Or le Conseil Constitutionnel a modifié le 16 août dernier les modalités d'application de l'article 5 de la façon suivante. Au début la loi disait : la disposition « s'applique aux intérêts payés à compter du premier jour du mois qui suit celui de la publication de la présente loi au JO » et est devenue « s'applique à compter de la publication de la présente loi au Journal officiel ». Dès lors, la déduction n'est pas possible pour les emprunts en cours. D'où la transformation de la promesse de Nicolas Sarkozy et le statut Réalisée/Modifiée dans notre Baromètre.

Question 4 – S'agit-il réellement de « promesses », au sens premier du mot, ou n'est-ce que de « la rumeur » de promesses du genre : « Je vais vous dire quelque chose... et puis le train de mesures ne va pas dans le sens attendu ?

Réponse – Je vous laisse juge de la sincérité de ce qu'était le discours lui-même du candidat... Mais pour notre Baromètre, nous avons retenu la définition suivante d'une promesse : « Toute déclaration formalisant un engagement pris par Nicolas Sarkozy en tant que candidat à l'élection présidentielle et induisant une action politique vérifiable et mesurable dans le futur ». Et nous ajoutons dans notre méthodologie : « A l'inverse de la simple "déclaration de principe", l'énoncé de cette promesse suppose en effet qu'elle ait été suffisamment précise pour impliquer une action vérifiable et mesurable. Toute déclaration vague ou n'impliquant pas une action identifiable (par exemple, "je veux une France forte") a été exclue de notre champ ».

Question 5 – Depuis son élection, Nicolas Sarkozy, n'a-t-il pas tenu ses promesses?

Réponse – Au 28 novembre, nous avons comptabilisé 177 promesses engagées sur les 490 promesses de campagne. Par « engagées », nous entendons à la fois « en cours » (118 promesses) et « réalisées » (59 promesses). Cela fait 36% : c'est en effet considérable. Mais je me répète : notre Baromètre est un outil qui sert à apporter des éléments chiffrés ; ça n'est ni un indice de confiance, ni un distributeur de bons ou de mauvais points. La question de la « qualité » des réformes réalisées est légitime et doit être posée - mais différente. Ainsi que celle de savoir si les Français gardent leur confiance ou pas. Nous souhaitons que notre Baromètre servent d'éclairage au débat public. Rien de plus, rien de moins.

Question 6 – Après la réforme des régimes spéciaux, va-t-on faire une remise à plat des régimes des politiques, des députés, des sénateurs, des militaires ?

Réponse – Franchement pour les militaires, je n'en sais rien !! Et il est vrai que Nicolas Sarkozy n'avait rien dit pendant sa campagne concernant le régime (il est vrai très confortable) des parlementaires. Mais après vérification, je suis en mesure de vous dire que, oui, leur régime de retraite va être modifié et perdre un peu de son confort (selon ce qu'on en sait à ce stade)...

Question 7 – Pouvez-vous me confirmer la date réelle d'application de la nouvelle loi sur les successions, sachant que pour les intérêts d'emprunt, c'est normalement la date du 6 Mai 2007 qui s'applique aux acquisitions et constructions d'immeubles ? En toute légalité, normalement la même date devrait pouvoir être retenue en matière de successions puisque l'esprit est bien avec l'élection du nouveau Président, de protéger les droits du conjoint survivant.

Réponse – Selon le suivi que nous en avons assuré, le 22 août 2007.

Question 8 – Que pense faire monsieur Sarkozy pour les retraites dont le montant des pensions n'atteint pas 1000 euros par mois ?

Réponse – Pendant sa campagne, Nicolas Sarkozy avait formulé les promesses suivantes (voir notre Baromètre pour les détails: <http://www.institut-thomas-more.org/barometre-sarkozy>) : « Donner la possibilité aux retraités de cumuler retraite et salaire », « Revaloriser les petites retraites et les pensions de réversions », « Augmenter de 25% le minimum vieillesse ». Mais jusqu'ici, peu de chose à l'horizon, il est vrai... Nicolas Sarkozy n'a rien dit de clair pour répondre à cette question pour le moment.

Question 9 – Mr Sarkozy, bonjour. Suite au conflit avec les cheminots, vous annoncez que tout Français devra cotiser 40 années pour le droit à la retraite. J'exerce mon métier de boucher depuis l'âge de 14 ans (salarié et indépendant depuis 1978) j'aurai prochainement 55 ans donc 41 années de cotisations. Le RSI auquel nous avons posé la question n'est pas en mesure de me donner l'âge à laquelle je pourrai prétendre prendre ma retraite sauf, que si je la prend à 58 ans (44 ans de cotisation) je ne toucherai rien avant mes 60 ans révolus. Alors ma question est la suivante : si je travaille jusqu'à 60 ans, que me rapporteront les 6 années de cotisations supplémentaires?

Réponse – Outre que je ne suis pas, cher monsieur, Nicolas Sarkozy (!), j'avoue n'être pas compétent pour répondre à votre question. Désolé...

Question 10 – Monsieur Sarkozy a promis lors de la campagne de ne pas se désengager à nouveau sur Pechiney/Alcan ? Où en sommes nous 15000 emplois en France sont en jeu ?

Réponse – Nous n'en savons pas plus sur ce dossier que ce que la presse en dit. De récentes rencontres ont eu lieu entre le patron de Rio Tinto, groupe minier australien qui a racheté Alcan, et le ministre de l'Economie, Christine Lagarde... A suivre donc.

Question 11 – Et les quartiers chauds ? Toujours des promesses et du blabla ! Quoi de concret ?

Réponse – Clairement, on est là sur un sujet sur lequel rien de significatif n'a été encore entrepris. Le « plan Marshall des banlieues », promis pendant la campagne, a fait l'objet d'une annonce au début du mois d'août... et puis plus rien. Peut-être les événements des nuits passées dans le Val d'Oise vont-ils accélérer le processus. A suivre. Mais en tout cas, sans mauvais jeu de mot, cette question est clairement une grenade dégoupillée pour Nicolas Sarkozy et le gouvernement.

Question 12 – Dans ses jurements, notre Nicolas national a promis de mettre fin à l'impuissance publique, déclarant : « Pour un Etat efficace : un gouvernement d'ouverture et resserré, des ministres qui rendent des comptes, des lois de qualité ». Pourquoi le gouvernement est-il toujours en place puisque nous attendons toujours du concret ? A moins qu'il ne laisse passer les fêtes...

Réponse – On ne peut pas dire que rien n'a été fait. Mais cela vous satisfait-il ou pas ? C'est une autre question... Sarkozy est en tout cas dans une position où les gens de gauche lui reprochent une politique très droitiste, libérale, dérégulatrice, parfois brutale pour certaines catégories de la population ; et en même temps, à droite, les libéraux jugent timorées certaines lois déjà passées (fiscalité, 35 heures, autonomie des universités) et une bonne part de son électorat digèrera sans doute mal son revirement sur la question de l'entrée de la Turquie dans l'UE. Une différence aussi radicale entre ces représentations indique bien que la « rupture » est moins un cap clair et identifié qu'un style, une manière d'être...

Question 12 – La première promesse qu'il a oubliée, c'est peut-être travailler plus pour gagner plus. Comment peut-il redonner du pouvoir d'achat aux Français, s'il tient ses autres promesses sur la nécessité d'éviter tout nouveau dérapage budgétaire ?

Réponse – Objectivement, je suis d'accord avec vous quant à la marge de manoeuvre réelle qu'il a sur ce dossier, qui a pourtant grandement participé à le faire élire... Une fois voté le « paquet fiscal » de cet été (et le « choc de confiance » attendu en conséquence... qui n'a pas montré le bout de son nez), on se demande un

peu ce qu'il va pouvoir concrètement entreprendre. La marge de manoeuvre budgétaire est nulle, il n'y a pas de compression réelle de la dépense publique... On attend l'annonce d'un train de mesures d'un jour à l'autre: nous verrons bien... Mais je ne vois pas qu'il y ait lieu à une très grande « rupture » en la matière.

Question 13 – Il y a eu beaucoup trop de promesses faites. Dès qu'il y a un problème, Sarkozy fait une promesse, annonce un nouvel engagement, se prononce pour de nouvelles mesures. Il en fait trop, cet homme. Et forcément, il les trahit ces promesses. Mais c'est presque obligatoire, vu la quantité. Comment vous y retrouvez-vous, de votre côté, dans la masse ?

Réponse – Nous avons comptabilisé 490 promesses!! Et il est vrai que tout le programme de Nicolas Sarkozy a été conçu pour répondre, catégorie par catégorie, à l'ensemble des attentes des Français... De là cet effet d'auberge espagnole! Mais enfin, il a reçu la confiance des Français, sur un programme donné qu'il s'applique plutôt à appliquer. Quant à notre travail, nous y avons travaillé dès le mois de mai... Et nous assurons une veille quotidienne sur tout ce qui est en cours et est entrepris. Et vous vous doutez que ce n'est pas une mince affaire !

Question 14 – Qui finance votre fondation ? Quelle est votre crédibilité ? Pourquoi devrions-nous croire ce que dit votre site, que je viens de visiter ?

Réponse – L'Institut Thomas More est un think tank indépendant. Comme tous les think tanks, nous vivons de dons (de personnes privées et d'entreprises) et de contrats d'études (que nous réalisons pour des entreprises ou des partenaires institutionnels, type ministères ou Commission européenne, etc.). Nous ne souhaitons être jugés que sur la crédibilité de notre outil. Si vous avez des remarques sur notre méthodologie, sur un ou des oubli(s), etc., n'hésitez pas à me le faire savoir: cela nous permettra de l'améliorer pour l'avenir. Merci d'avance.

Question 15 – La retraite des militaires a déjà été diminuée et devrait continuer de le faire. L'annuité était à 2% elle ne sera plus qu'à 1,8% du salaire de base dans 4 ans. Est-ce normal ?

Réponse – Je ne suis guère compétent pour vous répondre. Mais c'est un cas particulier de plus du grand dossier « pouvoir d'achat » sur lequel Nicolas Sarkozy est tant attendu...

Question 16 – Selon vous, le passage des municipales va-t-il freiner ou accélérer la réalisation des promesses ?

Réponse – Difficile question. Nicolas Sarkozy semble vouloir faire appliquer sa méthode de l'ouverture aux listes municipales de son camp. Est-ce que ce sera payant dans un contexte local? Je ne m'avancerais pas... Quant au rythme lui-même, tout va se jouer sur la question de savoir s'il sortira sans dommages ou au contraire affaibli de la séquence politique ouverte par le conflit sur les régimes spéciaux et prolongée par les grèves étudiantes et peut-être de nouveaux heurts dans les banlieues... Tout cela n'est pas rien. S'il "s'en sort", alors je pense qu'il accélérera encore

Question 17 – Hi, I Am English. Do you think that Nicolas Sarkozy is your Thatcher or your Blair?

Réponse – Non, pas réellement. Thatcher ou Blair appliquaient leur politique au nom d'un projet de société, au nom d'une vision. Je ne suis pas sûr que Nicolas Sarkozy en ait une très nette... C'est un *doer* comme disent les Américains. Il se méfie des idées.

Question 18 – Quelle est selon vous la promesse (importante bien entendu) qui a le moins de chance d'être mise en oeuvre pendant ce mandat présidentiel ?

Réponse – La question du pouvoir d'achat me paraît la plus compliquée. Les attentes des Français sont immenses, et, comme je l'ai dit en réponse à une autre question, je ne vois pas de quelles marges de manoeuvres sérieuses Nicolas Sarkozy dispose réellement. La volonté (fut-elle « bonne »...) ne supplée pas tout.